

Ivan Rogers

« Le gouvernement britannique ne comprend pas la manière de penser des Européens »

Jusqu'à la fin des années 1990, les locataires de Downing Street entretenaient le dialogue avec leurs homologues européens, mais la relation s'est détériorée avec la crise de la zone euro et la guerre en Irak, en 2003, estime l'ex-ambassadeur britannique auprès de l'UE

ENTRETIEN

LONDRES - correspondant

Ivan Rogers, 59 ans, est un haut fonctionnaire britannique. Ancien conseiller (2003-2006) de Tony Blair, il était le conseiller Europe (2012-2013) de David Cameron, lorsque ce dernier a décidé d'organiser le référendum sur le Brexit. A partir de 2013, il a été le représentant permanent du Royaume-Uni auprès de l'Union européenne (UE), poste dont il a démissionné en janvier 2017.

Comment David Cameron a-t-il pu prendre le risque d'un référendum en 2016 ?

David Cameron a une grande confiance en lui. Il aime prendre des risques. Il pense que les questions fondamentales ne peuvent être évitées éternellement. Comme lors du référendum sur l'indépendance de l'Ecosse, qu'il a autorisé en 2014 et gagné, il était convaincu qu'en posant une question existentielle à la population et en se jetant lui-même dans la bataille, il l'emporterait. A l'ouverture de la campagne, il a pris conscience que les concessions de Bruxelles (baisse des allocations pour les migrants européens) étaient incompréhensibles pour l'opinion et qu'elles ne l'aideraient pas à gagner le référendum. Il a préféré insister sur les conséquences économiques néfastes du Brexit. Ses adversaires ont alors dénoncé un « projet peur » concocté par l'establishment politico-financier et affirmé que le Royaume-Uni pourrait tout obtenir de l'UE, continuer de bénéficier du marché unique une fois sorti, sans payer un centime ni obéir aux règles européennes.

Les Britanniques auraient-ils voté différemment s'ils avaient été mieux informés ?

C'est difficile à dire parce que l'euroscpticisme a toujours été fort depuis notre adhésion en 1973. Nos élites politiques ne se sont jamais investies comme l'ont fait les Allemands et les Français. L'Union européenne a toujours été présentée au public britannique comme un projet centré sur le commerce. Même les responsables politiques plutôt pro-européens, tels que Tony Blair, l'ont défendue comme un moyen d'élargir notre marché, jamais sur une base affective.

Le chaos actuel découle-t-il d'erreurs d'appréciation ou de la décision d'organiser un référendum ?



DANIEL LEAL-OLIVAS/AFP

Je veux être juste à l'égard de la première ministre : elle a hérité de ses fonctions par accident, et au moment le plus difficile depuis Churchill en 1940. Theresa May avait soutenu sans enthousiasme le maintien dans l'UE. Son expérience de ministre de l'intérieur lui avait donné une compréhension de son fonctionnement, limitée à des domaines tels que la sécurité et l'immigration. Elle pensait que le marché unique et les questions économiques pouvaient être gérés sur les mêmes bases. A l'automne 2016, j'étais le seul à lui dire que nous ne pourrions pas picorer dans le marché unique après avoir quitté l'UE. Cela s'est mal passé parce que le reste de son entourage l'assurait du contraire.

Dans quelles circonstances avez-vous démissionné de votre poste d'ambassadeur auprès de l'UE ?

Les ministres Boris Johnson, David Davis et Liam Fox répétaient que la négociation commerciale avec l'UE serait la plus simple du monde, et que tout serait bouclé en 2019. J'affirmais au contraire que les discussions commerciales ne commenceraient que lorsque nous aurions quitté l'UE [schéma qui a prévalu]. Cela revenait à blasphémer dans une église. J'ai été accusé d'entraver l'action du gouvernement.

Sans m'en informer, Nick Timothy, principal conseiller de M^{me} May, a inclus dans le discours qu'elle a prononcé au congrès des Tories d'octobre 2016 l'annonce du prochain déclenchement de la procédure de divorce. J'ai fait remarquer que c'était imprudent, puisque nous n'avions pas la moindre idée de nos objectifs. Mais il a convaincu M^{me} May qu'elle devait montrer à son parti qu'elle n'allait pas « trahir la révolution » du Brexit. D'où ses « lignes rouges » très dures.

Ces erreurs de stratégie ne masquent-elles pas une incapacité à saisir le point de vue des « continentaux » ?

C'est le fond du problème. La première ministre ne comprend pas la manière de penser des Européens. Dans les années 1990, les ministres avaient une idée instinctive de ce que pensaient leurs homologues européens parce qu'ils se parlaient tout le temps. La classe politique est devenue de plus en plus provinciale et insulaire. Nous comprenons mieux ce qui se passe aux Etats-Unis, qu'à Bruxelles ou à Paris.

Comment expliquer ce phénomène ? Par la géographie ? Par une obsession impériale d'empêcher toute alliance sur le continent ?

Tout cela joue un rôle, mais n'explique pas pourquoi cela empire. Après la chute du mur de Berlin [1989], je pensais que nous serions plus à l'aise avec le continent. L'inverse s'est produit : presque soixante-quinze ans après la fin de la seconde guerre mondiale, le poids des années 1940 et la vision postimpériale se sont renforcés dans le débat politique britannique. Depuis la crise financière et la politique d'austérité des années 2010-2017, l'idée s'est répan-



« +44... Leave a Message for Europe », installation de Joe Sweeney. DAN GLASSER/COURTESY COB GALLERY

Joe Sweeney

Né en 1991, à Kilburn (nord de Londres), l'artiste, diplômé du Chelsea College of Art en 2013, vit et travaille dans la capitale britannique. Des expositions en solo ont déjà salué son travail – « Take Away » (2016) et « Loose Change » (2017), à Londres. Dans ses sculptures, gravures et installations, Joe Sweeney s'inspire du quotidien et de la passion des Britanniques pour la nostalgie, en mariant noirceur et humour. Installée sur la plage de Dungeness, une zone déserte, dans le sud-est de l'Angleterre, « +44... Leave a Message for Europe » évoque les cabines téléphoniques des années 1990. L'objectif étant d'inviter, jusqu'au 30 avril, les passants à « téléphoner » pour laisser des messages exprimant leur ressenti sur le Brexit, afin de constituer des archives sonores. L'événement a fait l'objet d'un film diffusé en streaming sur Leaveamessage4europe.com. « En enregistrant des messages pour l'Europe, je veux capter les voix qui se sont perdues au cours du débat, dit l'artiste. Ces archives joueront un rôle important dans notre compréhension de la période actuelle. » Dans le contexte des réseaux sociaux, où dominent l'agressivité et la manipulation, Joe Sweeney a voulu créer un forum neutre permettant à l'individu de s'exprimer en toute confiance.

due que des élites irresponsables et mondialisées, notamment à Bruxelles, décident sans rien savoir du mode de vie des gens ordinaires.

C'est aussi une réaction contre les années Blair où nous étions à l'aise avec l'image d'un Royaume-Uni cool, européen et ouvert sur l'extérieur. Tout s'est effondré avec la guerre en Irak [quand Tony Blair a soutenu l'intervention de la coalition, en 2003]. D'une période d'ouverture, nous en sommes venus à vouer les Européens aux gémonies.

Les références à la seconde guerre mondiale sont fréquentes dans les débats sur le Brexit. Pourquoi ?

La France n'a pas adhéré comme nous à la CEE en 1973 : elle l'avait bâtie avec l'Allemagne et d'autres Etats dès 1957. C'était une nécessité après trois guerres meurtrières et un génocide sur le continent. Nous n'avons jamais intériorisé cela, et nous vous avons rejoints, seize années plus tard, après avoir été rejetés par de Gaulle. Notre adhésion traduisait notre échec économique depuis 1945, alors que la France et l'Allemagne traversaient les « trente glorieuses ». C'était un pari gagnant, mais à reculons.

L'adhésion à l'Europe a pourtant permis le décollage économique...

Bien sûr ! L'amélioration de notre situation économique est en partie une histoire européenne, mais nous ne le disons jamais. Au lieu de cela, nous nous gargarisons avec le slogan creux de « Grande-Bretagne mondiale ». Il s'agit de nous poser en aventuriers planétaires libérés de la « petite Europe », alors que notre politique étrangère n'a jamais été aussi insignifiante.

Les négociations avec l'UE souffrent-elles d'un problème de leadership ?

Oui, car le leadership consiste à savoir entendre les vérités dérangeantes. J'ai travaillé avec Theresa May au ministère de l'intérieur. C'était une ministre compétente. Elle est rigoureuse et fiable, mais timide, au contact difficile. Si on lui indique la bonne direction, tout va bien. Cela ne fonctionne pas ainsi à Downing Street : là, il faut montrer le cap, développer un récit et aller vers les gens.

Est-ce pour cela qu'elle est tombée dans les pièges ?

Les négociateurs européens ont ingénieusement conçu les séquences de discussion, de façon à piéger les Britanniques. Ils pensent que leur mécanisme technocratique a réussi, puisqu'il a permis de nous envoyer dans le décor. Le problème est qu'ils ont mis tant de pression que l'accord final risque de ne pas être approuvé politiquement et d'imploser. Cette négociation peut tourner au désastre, même du point de vue européen. Aujourd'hui, les Vingt-Sept arrivent à saturation sur la question britannique. Ils considèrent le Brexit comme une mascarade sans fin, sans avoir vraiment réfléchi à ce qu'ils allaient faire de ces fichus Britanniques. C'est une erreur.

Pourquoi la question irlandaise a-t-elle été si peu anticipée ?

L'ignorance des Anglais sur l'Irlande a toujours été vertigineuse, excepté au moment de l'accord de paix de 1998, qui a mobilisé des responsables politiques – John Major et Tony Blair – qui connaissaient de près la question. Aujourd'hui, personne à Downing Street n'a de stratégie sur l'Irlande.

Depuis trois ans, les Britanniques comprennent-ils mieux les compromis que suppose le Brexit ?

Theresa May se devait d'affirmer sa détermination à mettre en œuvre le Brexit, mais elle devait aussi expliquer à l'opinion les choix difficiles à faire. Or, à chaque étape, elle s'est montrée incapable de les défendre. Le résultat est désastreux. Au lendemain de sa signature, le 25 novembre 2018, l'accord avec l'UE a été massacré par le Parti conservateur parce que, à chaque étape, elle s'est contentée de répéter que la seule alternative à sa décision était le chaos.

Ce manque de pédagogie risque-t-il d'alimenter le ressentiment ?

Je le crains. Faute d'un vrai débat national, la colère monte, et on cherche des coupables. Les gens pensent qu'ils se sont fait rouler par ces horribles Européens. Dans l'Angleterre profonde, ils vous disent : « Cela ne peut plus durer : qu'on en finisse, qu'on sorte sans accord. »

Un second référendum permettrait-il de sortir de l'impasse ?

Une nouvelle campagne référendaire serait très violente et ferait le jeu de Nigel Farage [leader d'extrême droite] sur le thème « les élites nous obligent à revoter jusqu'à ce que nous donnions la réponse correcte ». En outre, il est possible que cela aboutisse exactement au même résultat, faute d'une pédagogie sur les véritables enjeux.

Vous comparez le Brexit à une révolution qui dévore ses enfants. Pourquoi ?

Nous assistons à une radicalisation généralisée, et cela m'inquiète. Des gens qui, avant le référendum, rêvaient d'un statut comparable à celui de la Suisse, le considèrent aujourd'hui comme une trahison du Brexit. Certains conservateurs ne veulent plus avoir le moindre lien avec l'UE ! C'est stupide. En 2016, les pro-Brexit ont gagné, car personne ne les a forcés à dévoiler leurs véritables objectifs après la sortie de l'UE. S'ils avaient dû le faire, leurs profondes divisions seraient apparues, et ils auraient perdu des voix. Ils ont réussi à coaliser deux segments opposés : le peuple anglais qui se sent menacé par le libre-échange, et les partisans de la mondialisation. Tous considèrent comme des traîtres les gens comme moi, qui expliquent que le Brexit ne s'opère pas dans un claquement de doigts. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR PHILIPPE BERNARD